

CHRISTIE MORREALE — DÉPUTÉE WALLONNE ET PREMIÈRE ÉCHEVINE EMPÊCHÉE D'ESNEUX — PS

« Il faut de la clarté sur le décumul intégral »

Christie Morreale (PS) s'interroge sur la stratégie de certains députés wallons par rapport à Nethys

Christie Morreale a choisi. Favorable au décumul intégral des mandats, la socialiste a choisi de poursuivre sa mission au Parlement wallon et de renoncer à être candidate-bourgmestre à Esneux lors des communales. La députée souligne la démarche de participation citoyenne inédite en Wallonie mise en place au niveau communal et se montre plutôt sceptique par rapport à l'objectif de certains parlementaires wallons dans le dossier sensible de Nethys. Entretien.

↳ **Vous être en faveur du décumul intégral des mandats et vous avez fait le choix du Parlement wallon et non de la commune. C'était important d'avoir une décision claire ?**

Cela m'a pris 3 à 6 mois pour choisir. Je n'avais pas envie de me présenter pour rien. Aux dernières élections, occuper une place « par stratégie » était dans les mœurs et ne posait aucun problème. Mais les choses ont évolué désormais, il faut l'accepter et entendre ce message porté par la population. Je ne veux donner aucune leçon aux autres, mais je veux être comprise. J'avais besoin — et il fallait — de donner de la clarté sur le décumul intégral vis-à-vis de chacun. Mais je ne pouvais pas dire « je suis pour le décumul intégral » et ne pas le faire. Willy Demeyer a lui aussi posé un choix fort en choisissant Liège.

↳ **Vous avez lancé une grande consultation citoyenne à Esneux, ouverte à tout un chacun. Il fallait se réinventer ?**

Nous avons eu, au PS esneutois, cette réflexion, pour faire de la

du fossé qui se creuse entre les deux. C'est vrai et c'est bien de la dire. Mais il faut aussi mettre en place des pistes de solutions. On travaille avec un professeur de l'Ulg, expert en matière de participation citoyenne, dans le but de faire un travail d'objectivation qui serve à tous. Tout sera mis en ligne et pourra servir à tout le monde, y compris aux « autres ». Cela fait partie du jeu. Mais, à notre « petit » niveau local, c'est une autre manière de faire de la politique.

↳ **Changer le nom de sa liste, présenter des listes citoyennes, etc. C'est un effet de mode ?**

Ce que nous avons lancé ici à Esneux est unique en Wallonie. Ici, il y a la participation de tous les citoyens, mais cela n'empêche pas que le programme électoral en tant que tel sera

rédigé par le PS esneutois. Mais en se basant sur cette grande consultation populaire. Il faut s'attaquer à la frustration des citoyens qui se sentent éloignés des centres de décision. Il y a encore d'autres pistes, comme la prise en considération du vote blanc. C'est là un signal que la personne ne veut voter pour aucun parti. Après, c'est compliqué, les constitutionnalistes le disent. Mais toute piste de réflexion mérite d'être examinée.

↳ **Cette grande union des gauches (PS-Ecolo-PTB) souhaitée par certains, à l'instar de ce qui se fait au Portugal, vous êtes pour ?**

Le front des gauches au Portugal s'inscrit dans une logique de non-austérité. La croissance y est plus forte, le niveau d'endettement considérablement réduit.

Je trouve cette politique, aux antipodes de la logique libérale imposée en Europe, fort intéressante. Maintenant, est-ce que la gauche radicale serait prête à mettre les mains dans le cambouis ? C'est tout sauf évident aujourd'hui.

↳ **Quel est l'état du PS liégeois ? Les choses évoluent-elles depuis l'élection de Jean-Pierre Hupkens à la présidence ?**

Jean-Pierre Hupkens fait vraiment un gros travail. C'est quelqu'un qui ne recherche pas la lumière, mais qui bosse. Il a mis en place de nombreux groupes de travail avec des exigences quant aux résultats. Il s'implique dans les sections locales et, surtout, on peut discuter de tous les dossiers, y compris les plus sensibles.

↳ **Il se dit que par contre, pour les gros dossiers stratégiques, le patron est plutôt un certain Jean-Claude Marcourt...**

Jean-Claude Marcourt est président de la coupole provinciale. Donc, il est normal que sur de gros dossiers comme Nethys, il s'implique. Mais Jean-Pierre Hupkens n'est la marionnette de personne, franchement.

↳ **À propos de Nethys, ce dossier devient-il un combat Liège VS. Namur ?**

L'idée de la forteresse assiégée, il faut arrêter ça. Par contre, le fait de cristalliser la discussion autour d'un homme au lieu de l'orientation stratégique d'un groupe et de son avenir économique, ça me dérange. Aujourd'hui, il est difficile d'oser dire que le groupe, avec tous ses défauts qui ont été dénoncés et que je rejoins totalement, a

réussi une activité industrielle publique. On voit, par exemple, que Luminus délocalise son call-center au Maroc. Si on suivait une logique purement économique, le call-center de Voo serait, lui aussi délocalisé. Or, il est et reste à Herstal où il emploie des centaines de per-

« Il faut s'attaquer à la frustration des citoyens qui se sentent éloignés des centres de décision »

sonnes. Si Ores rachète Resa, comme certains le prônent ouvertement, évoquer l'enjeu des coûts de l'énergie est également quelque chose de quasiment inaudible. On doit avoir un débat idéologique sur l'initiative industrielle publique et, à partir de ce moment-là, sur la question du management. Le CA de Nethys a été renouvelé et, pour la première fois, il est soumis à un réel contrôle de la part de personnes du milieu économique.

↳ **Nethys, c'est l'os à moelle de certains députés wallons ?**

On prend l'arbre sans s'occuper de la forêt. Je m'interroge sur la stratégie que certains députés pourraient avoir en agissant des chiffons, préférant une stratégie de démantèlement d'un outil, au détriment des Liégeois, à un vrai débat de fond.



PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN

« J'avais besoin de donner de la clarté. Je ne pouvais pas dire « je suis pour le décumul intégral » et ne pas le faire »

politique autrement. On ne cesse de parler de la méfiance des gens à l'égard du politique,

Environnement**« Pour un label ‘produit sans glyphosate’ »**

> Le glyphosate est prolongé pour cinq ans dans l'Union européenne, malgré la pression populaire. Une hérésie ?

Normalement, d'ici janvier prochain, la commercialisation du glyphosate sera interdite en Belgique, le ministre Ducarme l'a annoncé. Mais au-delà, ce dossier montre que le fait que les citoyens et les parlementaires mettent la pression donne des résultats concrets. C'est la Wallonie et Bruxelles qui ont tout

d'abord interdit le glyphosate à usage privé. La Flandre a suivi puis seulement le Fédéral, sentant que ça soufflait de partout. Donc ça, c'est très positif.

> Certes, mais la position européenne, elle, n'a pas changé...

Je propose deux choses à ce sujet. Premièrement, je souhaite qu'on introduise un recours à la Cour européenne de justice contre la reconduction du glyphosate en Europe. C'est l'État

fédéral qui doit le faire, mais le ministre Di Antonio y est favorable et va plaider en ce sens.

Ensuite, il faut instaurer un label « sans glyphosate » pour que les citoyens puissent savoir clairement si le produit qu'ils veulent consommer a subi un traitement au glyphosate ou pas. Là, on pourrait réellement peser sur les choix de consommation des gens en les informant de manière claire et transparente. ●

G.G.

Le sexisme**« On considère enfin que ça doit être combattu »**

> On vous sait très active sur la question du « sexisme » au Parlement. On connaît l'ampleur prise par la libération de la parole des femmes. Quel regard portez-vous sur ce phénomène mondial ?

C'est un mouvement qui libère la parole. Quand j'avais distribué au Parlement wallon, il y a deux ans, des pin's à tous les parlementaires du genre « *Si je suis bonne, toi t'es relou* » ou « *Siffler n'est pas draguer* », et bien je sentais que chez une majorité de collègues, ce phénomène était considéré comme anecdotique. Or, ce n'est pas le cas. L'espace public appartient à tous. Les femmes n'ont pas à s'y faire maltraiter. Dans une société égalitaire, on n'a pas à insulter les femmes en rue, à les appeler comme des petits chiens. Cela arrive pourtant tout le temps. Aujourd'hui, enfin, on considère que c'est quelque chose qui doit être combattu.

> Mais de quelle manière, concrètement ?

Nous allons par exemple avoir, enfin, un vrai plan contre le harcèlement dans les TEC. Avant, quand je le réclamais avec ma collègue Véronique Bonni, on nous rétorquait que ça n'existait pas parce qu'il n'y avait pas de plainte. Ce qui est évidemment totalement faux ! Ensuite, il faut construire des relations égalitaires. Cela passe par les jouets que l'on offre aux enfants. Il y a quelques années, à Tilff, dans le cadre de Noël, je distribuais des billes aux filles et des cordes à sauter aux garçons. C'est aussi par là que ça passe. Enfin, il y a les cours à l'éducation affective et sexuelle. Cela existe à partir de la 1^{re} secondaire et c'est hyper important. Tout ça, ce sont des jalons qui permettent de travailler en amont sur ce concept d'égalité. Et c'est très important pour faire changer les mentalités. ●

G.G.